

## *Espagne*

PERE VILANOVA

L'actualité politique de l'Espagne au cours de l'année qui vient de s'écouler tourne autour de trois volets : les élections du 10 juin ; la transformation des rapports entre les principales forces politiques ; et l'évolution de la dialectique terrorisme/lutte antiterroriste.

Les élections du 10 juin avaient un triple caractère, puisqu'il s'agissait, dans un même acte électoral, de voter pour les municipalités, les institutions régionales et le Parlement européen. Pour la première fois les électeurs étaient appelés à choisir leurs représentants à trois niveaux très différents. C'est-à-dire ils devaient choisir parmi trois types de listes : c'était là un test de maturité pour l'électeur espagnol qui s'en est tiré plus qu'honorablement. Notons néanmoins que dans quatre des régions autonomes (Catalogne, Pays Basque, Galice, Andalousie) l'élection portait seulement sur les municipalités et le Parlement européen ; ces régions-là, à cause de leur spécificité, ont leur propre calendrier électoral pour leurs parlements régionaux.

Nous avons déjà dit que l'élection, en tant que test électoral, s'est bien déroulée. Cela mérite quelques commentaires.

Tout d'abord, le taux de participation de 68,7 % (moins de deux points en dessous de la participation aux élections législatives de juin 1986, et bien au-dessus des élections municipales et régionales de 1979 et de 1983 : 60 % et 65,6 %). Ce taux de participation important semble indiquer que l'enjeu de ces élections dépassait largement leur simple caractère local et régional, pas seulement à cause de l'élection européenne (importante, il faut le dire, par sa nouveauté). Tout semble indiquer que le vote a été perçu par une partie de l'électorat comme une sanction à caractère politique général.

Un deuxième commentaire porte sur le mouvement des deux principaux partis, le PSOE (socialiste) au pouvoir et l'AP (Alliance populaire, droite). Les deux grands partis ont perdu des voix, ce qui est plus signi-

ficatif dans le cas du PSOE, qui, ne l'oublions pas, a gagné par deux fois les élections législatives à la majorité absolue (en octobre 1982 et en juin 1986). En effet, le PSOE, au niveau des municipales, a eu en moyenne nationale 37,16 % des voix, contre 43 % aux municipales de 1983 et 44,4 % aux législatives de 1986. Même s'il est difficile de comparer des élections municipales à des élections législatives, le glissement des résultats a été clairement perçu chez les dirigeants socialistes et par le chef du Gouvernement lui-même, comme un sérieux avertissement dû à un jugement global sur la gestion de la politique gouvernementale. La droite (AP) se trouve, avec un résultat de 20 % en moyenne nationale, très en dessous des municipales de 1983 (26,4 %) et encore davantage des législatives de 1986 (26,5 %). Aux législatives de 1986, l'AP avait eu, avec 26,5 %, un résultat presque identique à celui de 1982, mais le fait que le PSOE a retrouvé en 1986 la majorité absolue a été perçu par les forces de droite comme un défi politique que l'AP n'était plus en mesure de relever sous la direction de M. Fraga Iribarne, son leader historique. Cela a entraîné, dans les mois qui ont suivi les élections de 1986, une crise très dure au sein de l'AP qui s'est soldée par l'éviction de M. Fraga et l'arrivée au sommet de ce parti d'une équipe de jeunes politiciens dirigés par M. Hernandez Mancha. Un an après, le test a été sévère, puisque l'AP est très en dessous du fameux « plafond » de M. Fraga Iribarne.

Au centre, le CDS (Centre démocratique et social) de M. Adolfo Suarez a confirmé sa croissance, puisqu'il se rapproche des 10 % des voix, alors que dans les municipales de 1983 il avait eu à peine 2 % et, aux législatives de 1986, 9 %. Le CDS se confirme donc comme un interlocuteur centriste qui gagne de l'espace à chaque consultation et dont le rôle risque de devenir fondamental. Il peut devenir l'allié indispensable pour une coalition gouvernementale, au cas où les prochaines législatives verraient le PSOE passer de la majorité absolue à une majorité relative. C'est un scénario plausible, justement, au vu des élections de 1987, tant au niveau local que régional. Par exemple, le PSOE a perdu la majorité absolue aux municipales dans 21 capitales de province, dont Madrid, Barcelone, Séville, Valence et Saragosse. Tant les dirigeants du PSOE que les observateurs indépendants et les experts s'accordent à dire que la cause principale de la perte des voix a un caractère général et n'est qu'indirectement liée à la gestion de l'un ou l'autre des maires concernés.

Ces élections ont confirmé au niveau des forces politiques les difficultés du PSOE à affronter avec succès la droite nationaliste en Catalogne, Galice et au Pays Basque, même si, dans cette dernière région autonome, l'éclatement du PNB (Parti nationaliste basque) en deux partis différents aurait dû, théoriquement, créer des conditions plus favorables aux socialistes. Mais il y a eu un autre phénomène significatif, en dehors de ces régions, où la droite nationaliste domine la situation. Si la droite traditionnelle de l'Alliance populaire semble en crise, et même en perte de vitesse, ces élections ont vu apparaître un certain nombre de partis locaux de droite, d'implantation régionale, qui se substituaient à l'AP dans le vote

conservateur (c'est le cas à Valence, Alicante, Castellon, Navarre, Aragon et d'autres encore).

L'élection au Parlement européen mérite aussi quelques commentaires. Tout d'abord, soulignons l'importance du fait que pour la première fois les électeurs choisissaient leurs représentants au Parlement européen, et que — des trois élections du 10 juin — c'était la seule qui avait formellement un caractère national. En effet, la loi électorale pour cette élection-là a choisi finalement la circonscription unique. Dans le débat préalable deux tendances s'étaient affrontées : le PSOE et l'AP. Elles voulaient (et leur force parlementaire conjuguée le leur assurait en toute circonstance) une circonscription unique ; les nationalistes catalans et basques préféraient que la loi aux élections européennes établisse plusieurs circonscriptions électorales sur la base des régions autonomes. Le fait que celles-ci soient au nombre de 17 a joué contre cette option, et finalement c'est la circonscription unique qui a gagné. Cela a eu un effet paradoxal : l'extrême gauche et les formations marginales de toute l'Espagne ont appelé à voter pour Herri Batasuna, la formation basque proche de l'ETA, ce qui a permis à cette formation de passer de 230 000 voix aux législatives de 1986 (elle se présentait uniquement au Pays Basque et à Navarre) à 363 000 voix sur sa liste européenne. Herri Batasuna a eu un député européen grâce à ces voix, alors que le PNB (le Parti nationaliste basque, majoritaire au Pays Basque) n'en a eu aucun.

Toujours au niveau européen, il y a eu des décalages significatifs par rapport aux résultats municipaux et régionaux. Le PSOE a eu 39,1 % des voix sur sa liste européenne contre 37,1 % sur ses listes municipales ; l'AP a eu 24,6 % aux européennes et 20,3 % aux municipales ; le CDS lui aussi a gagné sur les européennes par rapport aux municipales (10,26 % et 9,77 %). Parmi les formations mineures qui obtiennent des sièges au Parlement européen, la gauche communiste (Izquierda Unida : IU) et les nationalistes catalans (Convergencia i UNIO) ont 3 députés chacune, alors que Herri Batasuna et les dissidents du nationalisme basque conduits par M. Garaicochea (liste Europa de los Pueblos) en ont 1 chacune.

Ces élections ont eu lieu en juin ; c'est seulement après l'été que l'on a pu commencer à mesurer leur impact politique. Nous avons déjà indiqué l'unanimité de la première lecture des résultats : il s'agit du plus sérieux avertissement que le parti au pouvoir, PSOE, ait jamais eu depuis 1982. En ce qui concerne les moyens pour neutraliser cette tendance, le PSOE a ouvert un débat qui normalement doit se terminer en janvier 1988, lors du prochain Congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol. Mais il n'était pas exclu, fin septembre, que le chef du Gouvernement prenne avant la fin de l'année la décision de remanier son cabinet. En effet, plusieurs départements ministériels ont été l'objet de critiques de plus en plus nombreuses, au point que des changements radicaux semblent nécessaires dans certains ministères (Intérieur, Justice, Politique territoriale, Economie), tandis que le bilan global d'autres, telles la Défense ou l'Éducation, est considéré par l'opinion comme positif.

Tout semble indiquer donc que le PSOE a reculé, et cela pour des raisons de politique générale, mais que la droite paraît de plus en plus incapable de présenter une alternative au niveau national. Cela semble aller dans le même sens que le développement des droites locales et régionales. La gauche communiste espère amorcer un léger progrès, mais peu significatif dans l'immédiat, sans oublier toutefois qu'au niveau municipal les voix communistes ont été indispensables aux socialistes pour conserver le pouvoir municipal dans la plupart des grandes villes où le PSOE a perdu la majorité absolue. Le jeu des alliances n'est pas allé seulement dans le sens PSOE-PC, puisque dans de nombreux cas le CDS (centre) s'est trouvé dans un rôle de parti-charnière. Le CDS a choisi une tactique spécifique dans chaque cas, a refusé les alliances de type général et a pratiqué souvent une abstention qui lui permet en même temps de gagner du temps et de peser sur les programmes de Gouvernement municipal ou régional.

En somme, dix ans exactement après les premières élections démocratiques, le système politique espagnol ne semble pas encore disposer d'un système de partis politiques stable, au moins en comparaison à la situation de la plupart des pays européens.

La rentrée politique de l'automne de cette année 1987 a été placée aussi sous le signe des élections. En effet, le chef du Gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a lancé publiquement l'idée d'une concertation sociale portant sur trois ans, presque un programme de législature, mais le paradoxe est que, malgré un bilan économique relativement positif et des prévisions également positives (et crédibles), dont une inflation de moins de 5 % et une croissance du PIB (Produit intérieur brut) de 4 %, les partenaires sociaux se sont montrés très réticents. A commencer par les syndicats, y compris celui dominé par le PSOE, l'UGT (Union générale des Travailleurs), dont le principal dirigeant, M. Redondo, ne cache pas son hostilité à la politique économique du Gouvernement, qu'il juge droitière et dure envers les travailleurs et les chômeurs (le chômage reste stable autour de presque 3 000 000 de personnes). Les perspectives, si la concertation globale devait échouer, sont sur le plan économique assez floues, ce qui ne va pas dans le sens souhaité par M. F. Gonzalez.

Le terrorisme reste la grande hypothèque de la démocratie espagnole. L'année 1987 aura vu plusieurs événements importants en rapport avec ce phénomène. D'une part, la police a marqué des points, avec la neutralisation des commandos ETA de Madrid et de Barcelone. D'autre part, la collaboration franco-espagnole s'est révélée payante et a placé les dirigeants de l'ETA dans une situation bien plus difficile qu'auparavant. Mais cela ne doit pas faire croire à une crise imminente et décisive de l'ETA, qui compte encore un soutien social important au Pays Basque (les 15 % de Basques qui votent Herri Batasuna, en moyenne), compte aussi avec les ambivalences des partis nationalistes hasques, à commencer par le PNB, et qui tire une partie de son audience des erreurs politiques du Gouvernement socialiste et des bavures policières. 1987 aura

été l'année de la reconnaissance de la part du Gouvernement (officiellement) de l'existence de contacts, donc de négociations, avec l'ETA, et cette fois-ci directement et non avec des médiateurs douteux (comme cela a été le cas par le passé). En effet, J. San Cristobal, MM. Martinez Torres et Ballesteros, c'est-à-dire trois parmi les plus hauts responsables de la police espagnole, se sont entretenus à plusieurs reprises avec Txomin Iturbe et Anton Etxebeste, dirigeants historiques de l'ETA. à Alger. La mort, dans un accident de la route, de M. Iturbe et la publicité faite aux négociations ont pesé lourd, et dans le mauvais sens, sur la perspective d'une solution négociée qui à la fin de 1987 ne semble pas proche. L'escalade des attentats, comme celui du supermarché IPERCOR de Barcelone qui fit 20 morts, semble confirmer ces impressions négatives. Mais, en même temps, le phénomène terroriste s'avère mieux intégré dans le système politique espagnol, parce que dans ses dimensions actuelles il ne semble pas mettre structurellement la démocratie en danger. Même l'armée semble plus intégrée que jamais aux paramètres de la légalité institutionnelle.

Le dernier élément de l'année politique est le débat, ouvert à la fin de l'été par les dirigeants du Parti socialiste catalan, sur la possibilité de faire évoluer la structure politique de l'Espagne vers le fédéralisme. C'est un vieux débat dans la tradition politique espagnole, de façon dominante centraliste. Les rares tentatives de type fédéraliste ont été dans le passé liées à la I<sup>re</sup> République (en 1873), et depuis le fédéralisme était lié à la tradition républicaine, par opposition au centralisme, lié à la tradition monarchique. Le débat, réouvert dans les conditions présentes par les socialistes catalans, a été mal reçu par le Gouvernement et la direction du PSOE, ainsi que par les partis de droite, car, pour des raisons différentes, personne ne veut entrer dans un procès dont la conclusion logique serait que le fédéralisme implique la réforme de la Constitution de 1978. Or, cette hypothèse fait peur à la plupart des formations politiques. Le débat a donc peu de chances d'aboutir à des conclusions concrètes, et encore moins à une éventuelle réforme constitutionnelle, mais il peut contribuer à ouvrir une discussion intéressante sur les possibilités et les limites de cette tentative espagnole qu'est la structure territoriale des régions autonomes. En effet, si on laisse de côté son fondement doctrinal (qui est celui de l'Etat unitaire), l'Etat des régions autonomes va au-delà — au moins dans ses potentialités — de l'expérience italienne et se situe à mi-chemin d'un fédéralisme nouveau. C'est précisément sur la nature et les moyens de ce mi-chemin que veulent s'interroger les socialistes catalans.

TABLEAU 1

Partis et coalitions	Municipales 1987		Municipales 1983	
	Votes	%	Votes	%
PSOE	7 115 694	37,16	7 883 502	43,01
AP	3 895 366	20,34	4 843 665	26,43
CDS	1 871 183	9,77	333 001	1,82
IU	1 335 411	6,97	1 499 907	8,18
CIU	979 583	5,12	763 758	4,17
PNV	240 768	1,26	407 908	2,23
HB	238 632	1,25	158 163	0,86
EA	207 136	1,08	—	—
	Européennes 1987		Législatives 1986	
PSOE	7 568 752	39,10	8 901 718	44,35
AP	4 773 236	24,66	5 247 677	26,15
CDS	1 985 227	10,26	1 838 799	9,16
IU	1 014 483	5,24	935 504	4,66
CIU	853 433	4,41	1 014 258	5,05
PNV	228 299	1,18	309 610	1,54
HB	363 015	1,88	231 722	1,15
EA	328 083	1,70	—	—

(Source : *El Pais* du 12 juin 1987.)

## Les partis :

PSOE : Socialiste ;

AP : Droite ;

CDS : Centre ;

IU : Parti communiste et divers gauche ;

CIU : Nationalistes catalans (centre droite) ;

PNV (ou PNB) : Nationalistes basques (démocrates chrétiens) ;

HB : Proche de l'ETA (groupe terroriste basque) ;

EA : Groupe basque issu du PNB.

Ce tableau présente les pourcentages de voix aux municipales en moyenne nationale, ainsi que les résultats des élections européennes, les deux comparées aux municipales de 1983 et aux législatives de 1986. Ne sont pas inclus les résultats des élections régionales en moyenne nationale puisque quatre des régions les plus importantes ne participaient pas à ce scrutin.

TABLEAU 2. — *Elections au Parlement européen*

Participation : 68,71 %. Abstention : 31,29 %  
 Scrutin : 96,76 % des suffrages exprimés

Partis	%	Sièges	Votes législatifs 1986
PSOE	39,10	28	8 901 718 (44,35 %)
Alianza Popular	24,72	17	5 247 677 (26,15 -)
CDS	10,20	7	1 838 799 ( 9,16 -)
Izquierda Unida	5,25	3	935 504 ( 4,69 -)
Convergencia i Unio	4,41	3	1 014 258 ( 5,05 -)
Coalición por la Europa de los Pueblos (EA-ERC-PNG)	1,71	1	84 628 ( 0,42 -)
Herri Batasuna	1,90	1	231 722 ( 1,15 -)

(Source : *El Pais*, 11 juin 1987.)

Pour les sigles, voir tableau 1. La Coalición por la Europa de los Pueblos est dirigée par les dissidents du PNB, le groupe Eusko Alkartasuna (EA) et deux petits groupes nationalistes catalan et galicien (ERC et PNB).

TABLEAU 3. — *Evolution du taux d'abstention*

Participation électorale	
Législatives 1977	78,3 %
Législatives 1979	66,4 %
Municipales 1979	60 %
Législatives 1982	79,6 %
Municip. et Aut. 1983	65,7 %
Législatives 1986	70,36 %
Municip. et Aut. 1987	68,71 %